



Déclaration liminaire de la FSU 90

CDEN du 28 juin 2022

La FSU 90 espère que ce CDEN, essentiellement centré sur les fusions qui auront lieu dans le premier degré, pourra, contrairement au précédent, retenir l'attention de toutes et tous jusqu'à sa clôture, notamment lorsque les questions diverses porteront sur le second degré car prendre en compte l'articulation des différents niveaux d'enseignement permet de mieux appréhender les conditions essentielles de réussite de l'école maternelle jusqu'au lycée....

La FSU réaffirme qu'elle ne voit pas d'intérêt aux fusions d'école. Il semblerait qu'elles n'ont pour but qu'une récupération de postes à plus ou moins long terme. Pour nous, les inconvénients l'emportent sur les avantages et les fusions réalisées jusqu'alors conduisent globalement selon nos constats, à une dégradation de la qualité de notre service public :

- ➔ La spécificité de la maternelle est remise en cause avec des GS qui servent de variable d'ajustement et qui perdent le bénéfice de l'organisation spécifique d'une classe maternelle
- ➔ Les fusions conduisent souvent à la création de grosses structures avec tout ce que cela veut dire : le suivi des familles est plus compliqué pour les directrices et directeurs (même si la décharge est parfois augmentée, la charge de travail l'est tout autant) et la directrice ou le directeur ne peut pas être à 2 endroits à la fois. Climat scolaire qui peut se dégrader avec une concentration des élèves et des difficultés en particulier dans les zones sensibles QPV ou REP.
- ➔ Dans plusieurs écoles primaires on constate en carte scolaire toute la difficulté de la répartition pédagogique quand on a des élèves de PS à CM2.
- ➔ Des locaux souvent pas adaptés, éloignés parfois, qui rendent la fusion complètement artificielle.

Si à l'avenir vous persistez à pratiquer les fusions d'école, la réflexion engagée sur cette question devra se poursuivre. Nous continuerons à y participer dans l'intérêt des élèves et de nos collègues.

Les fusions de ces dernières années sont l'illustration d'une vision politique que la FSU rejette. Nous refusons les grosses structures avec à leur tête des supers directeurs.trices en mode Rilhac, du pilotage par l'évaluation (des élèves comme des écoles) et la nomination du nouveau Ministre de l'Éducation nationale, M. Pap Ndiaye, n'est pas la rupture espérée avec la politique délétère menée pendant cinq ans par son prédécesseur, M. Blanquer. Nous en voulons comme preuves les déclarations du président Macron, le 2 juin à Marseille, concernant les projets de réforme de l'École, avec des propos souvent méprisants ou déconnectés de la réalité, ainsi que le retour de Jean Marc Huart, ancien bras droit de l'ancien ministre, comme directeur de cabinet pour maintenir la ligne ! La politique ultralibérale de destruction du service public d'éducation continue ! Espérons que la cité éducative, qui a vu le jour récemment dans notre département ne soit pas à l'image des contrats locaux d'accompagnement expérimentés à Marseille, une mise en concurrence des écoles pour l'attribution de moyens, moyens qui ne se basent plus sur les besoins du public accueilli mais sur la capacité des équipes à rédiger des projets dits innovants, bien ficelés.

Pourtant, la gravité de la situation dans laquelle se trouve le service public d'éducation aurait mérité une feuille de route révisée. A trois mois de la rentrée, peut-être y aura-t-il un adulte devant chaque classe mais que cet adulte soit formé et diplômé, c'est une autre affaire. Notre département a depuis plusieurs années recours de plus en plus à des contractuel. le.s. Notre propre Rectorat a signé une convention de partenariat avec Pôle Emploi afin de faire face au manque d'enseignants. Quel mépris pour notre profession que de faire croire qu'on peut s'improviser professeur-e au détour d'un job dating !

La FSU continue à réaffirmer la nécessité d'un plan pluriannuel de recrutement accompagné d'un plan de titularisation pour résorber la précarité, revaloriser les salaires sans contrepartie et améliorer les conditions de travail.

« Ignorer la souffrance de l'École publique c'est refuser de se projeter dans l'avenir. »